



17-04-2013

Bravo le Venezuela !

La victoire est d'autant plus importante que les médias privés nationaux et internationaux qui sévissent dans ce pays ont tiré à boulets rouges contre Chavez et son successeur.

La participation a été massive (79,8 %). Ce scrutin a été suivi par 173 observateurs internationaux

Capriles a un lourd passé. Il a participé activement au coup d'État du patronat et de généraux liés à la CIA contre Chavez en avril 2002. Il refuse aujourd'hui de reconnaître le verdict des urnes aidé en cela par l'impérialisme étasunien et les médias locaux majoritairement à droite. Des centres de santé, un siège du Parti Socialiste Uni du Venezuela ont été détruits, plusieurs personnes ont été assassinées par des commandos d'extrême-droite.

Le gouvernement bolivarien bénéficie de l'appui de 20 gouverneurs sur 23, une majorité de maires et de députés, et de nombreux espaces de démocratie participative... Il est nécessaire d'accélérer de la restitution du pouvoir au peuple. Mais le chemin parcouru est encourageant pour l'avenir.

Si le bilan est positif pour le peuple, une répartition encore plus équitable des richesses n'est pas encore suffisamment réalisée. Ainsi, en 2010, 45% des ressources revenaient encore aux 20% de Vénézuéliens les plus riches et 28% de la population vivait toujours sous le seuil de pauvreté.

Le taux d'inflation est actuellement de 23,84 %, c'est encore beaucoup, mais il y a 12 ans, il était de 50,04 % ! Qui en parle ?

C'est en 2005, que la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, comme les télécommunications, les banques, l'électricité et l'acier... est proclamée. En 2009, la « révolution bolivarienne » étend son contrôle à des entreprises plus petites mais cruciales pour la vie quotidienne de la population afin d'assurer la souveraineté alimentaire du pays. A travers un réseau de compagnies publiques, des biens de première nécessité tels que le riz, le café, l'huile ou le lait sont désormais produits sur place et disponibles à des prix abordables. De nouveaux services publics reconnus comme performants sont mis en place, avec par exemple la création des dispensaires avec des médecins cubains ou la mission Robinson qui s'est attaquée à l'analphabétisme. Les Vénézuéliens ont appris à lire et à écrire, ils ont eu accès aux services de santé, et ont acquis un emploi. Cela s'est fait avec l'argent public, principalement issu du pétrole,

Dans les beaux quartiers, chez les plus riches, le "bolivarisme" suscite une hostilité viscérale et un ressentiment envers les "pauvres qui accaparent vers eux toutes les largesses de l'Etat ».

Capriles a voulu jouer la carte de l'homme du renouveau, allant jusqu'à promettre de ne pas supprimer les programmes sociaux du gouvernement actuel, mais au contraire de les améliorer ! Son programme, comportait entre autre, la privatisation

de la sécurité sociale au profit d'un système mixte faisant la part belle à l'« *épargne individuelle volontaire* ». Il réclamait une « *flexibilisation* » de la loi régissant le contrôle de l'Etat sur l'industrie pétrolière, « *afin de promouvoir la compétition et la participation du privé*, l'expropriation des terrains destinés à l'implantation d'habitats sociaux.

En 2001, Hugo Chavez s'est attaqué aux grands propriétaires terriens, qui ont dû céder leurs terres. 2,5 millions d'hectares ont été saisis et redistribués.

En 2011, la Mission Vivienda doit construire 3 millions de logements, un programme gouvernemental très populaire dont les premiers objectifs sont atteints, avec la construction de deux cent mille logements depuis le lancement du plan, en 2011.

Le 1^{er} mai 2012, le nouveau code du travail impose la réduction du temps de travail à quarante heures par semaine (contre quarante-quatre), interdit la sous-traitance au profit d'emplois stables, porté le congé maternité à vingt-six semaines (dix-huit auparavant) etc...

Devant la perspective d'un changement à Caracas, une impatience fébrile s'était emparée de Washington. Capriles avait déjà promis de restaurer des « relations amicales » avec les Etats-Unis, ainsi que la révision totale des programmes d'aide et de coopération établis entre le Venezuela et certains de ses voisins. M. Robert Zoellick, Président de la Banque Mondiale piaffait d'impatience, il déclarait : « *Les jours de Chavez sont comptés.* » et il se réjouissait d'avance en déclarant que, privés de l'aide vénézuélienne, des pays comme Cuba et le Nicaragua connaîtraient bientôt « *des temps difficiles* ».

Le pétrole est une arme pour ce pays, première réserve mondiale, 5^{ème} réserve de gaz... de quoi aiguïser les appétits capitalistes, de ceux qui rêvent que le Vénézuéla devienne un Qatar bis...

Ce qui compte, du point de vue vénézuélien, ce n'est pas le niveau de production, mais ce que cette production apporte au pays. De 1992 à 98, le pétrole rapportait en moyenne 3 355 milliards de dollars. Sous la présidence de Chavez de 1999 à 2013, il en rapportait 28 087.

Avec un volume de production de 3,5 millions de barils par jour, le pétrole est non seulement le pilier de l'économie vénézuélienne mais aussi celui de son indépendance diplomatique.

Cuba, Honduras, Nicaragua, Uruguay, Haïti... la liste est longue des pays de la région qui achètent du brut vénézuélien à des prix très avantageux. Ces pays paient en revanche leur facture en médecins, en médicaments, comme le fait Cuba, ou en denrées agricoles. Une hérésie pour le système capitaliste qui ne résonne qu'en termes de profits. L'or noir a permis aussi au Vénézuéla d'étendre son influence au-delà de sa région en nouant des alliances avec des pays comme la Russie ou la Chine...

Pour le Président bolivien, Evo Morales : "*cette victoire montre que face à la soumission, face au pillage du capitalisme et de l'impérialisme, les peuples se manifestent démocratiquement* "

L'ensemble des présidents latino-américains sera présent à la prise de fonctions de Maduro, ce vendredi 19 avril 2013.

François Hollande n'a pas encore reconnu l'élection du nouveau Président... attend-t-il le feu vert de Washington ?